

Unité interdépartementale des deux-Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73000 CHAMBERY

Chambéry, le 08/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THEVENIN ET DUCROT DISTRIBUTION

ZI LA BOTTIERE

73410 ENTRELACS

Références : 20220314-RAP-Insp_TTD_ACPDCI_georisques

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2022 dans l'établissement THEVENIN ET DUCROT DISTRIBUTION implanté ZI LA BOTTIERE 73410 ENTRELACS. L'inspection a été annoncée le 17/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été conduite dans le cadre de l'action régionale 2022 relative au risque incendie dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THEVENIN ET DUCROT DISTRIBUTION
- ZI LA BOTTIERE 73410 ENTRELACS
- Code AIOT dans GUN : 0006104310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société THEVENIN ET DUCROT exploite un site de stockage et de distribution de fioul domestique (FOD) et de gasoil (GO) sur le territoire de la commune d'ENTRELACS. Les installations exploitées par la société THEVENIN et DUCROT relèvent du régime SEVESO seuil bas au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce site dispose de 5 réservoirs verticaux et aériens utilisés pour le stockage de liquides inflammables :

- Le bac C1 de 5480 m³ contenant du FOD
- Le bac D1 de 2100 m³ contenant du GO
- Le bac D2 de 2100 m³ contenant du GO
- Le bac D3 de 2100 m³ contenant du GO
- Le bac B3 de 2100 m³ contenant du GO.

Ces bacs sont regroupés dans deux cuvettes de rétentions. Le bac B3 est associé à la cuvette n°2 et tous les autres bacs sont associés à la cuvette n°1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels : action régionale 2022 relative au risque incendie dans les installations classées pour la protection de l'environnement et à l'état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1 et 47 – 2	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38 et 39	/	Sans objet
Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36, 43-1 à 43-3-8	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 3 – 9	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 4	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19 - 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 5	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 7	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 24/03/1999, article 4 – 1	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 1	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement conforme aux prescriptions contrôlées. Les installations sont correctement entretenues.

Certains points nécessitent toutefois des précisions ou compléments.

Les émulseurs stockés en GRV (grands récipients vrac) doivent être placés sur rétention.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1 et 47 – 2

Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Un état des matières stockées comprenant les 5 bacs de stockage (gazole et fuel domestique), les additifs stockés en cuves (pour l'exploitation des 2 quais de chargement) et en IBC (grand récipient pour vrac) dans 3 armoires de stockage (stock tampon) est établi tous les soirs à la fermeture du dépôt (quantités réelles présentes).

Cet état (dit "tableau pompier") est transmis tous les soirs au délégué régional, au chef du dépôt et au responsable QSE. Il est affiché sur la vitre du poste de contrôle à l'entrée du dépôt, à destination des services d'incendie et de secours.

Le dépôt est dédié au stockage de liquides inflammables. Seuls quelques additifs sont classés toxiques (900 litres de colorant dans une armoire dédiée ou directement dans la cuve sur le quai de chargement).

L'état des matières stockées ne mentionne pas les familles de mention de dangers.

Les fiches de données de sécurité sont disponibles sur site au poste de contrôle et les bacs de stockages et armoires sont toutes sur rétention. Il est constaté que les émulseurs stockés en GRV (grands récipients vrac) de 1000 l en extérieur ne sont pas sur rétention ce qui constitue une non-conformité au regard de l'article 19-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2020 (voir fiche de constat correspondante).

L'exploitant ne dispose pas d'un état sous format synthétique pour répondre aux besoins d'information de la population. Dans le cas d'un dépôt de liquides inflammables (uniquement gazole, fuel domestique et additifs), les produits sont relativement connus de la population et selon l'exploitant le tableau journalier de l'état des stocks est suffisant pour communiquer en cas d'incendie.

Les quantités de matières stockées dans les bacs sont suivi en permanence (volume dans les bacs et compteurs en sortie).

Les additifs sont comptabilisés dans le volume de sortie.

Les bras de chargement sont contrôlés tous les 6 mois (1 an réglementairement). Un contrôle physique des stocks a lieu tous les 10 jours par les services des douanes (y compris additifs). Un recalage/recoupement a donc lieu tous les 10 jours.

Ces contrôles permettent également de vérifier les livraisons en provenance du transporteur SPMR.

L'état des matières stockées n'est à ce jour pas référencé dans le POI.

Observations : Il est demandé à l'exploitant :

- d'ajouter les grandes familles de mention de dangers des produits et substances stockées quand elles peuvent conduire à un classement au titre d'une rubrique 4XXX de la nomenclature des installations classées; à noter par exemple que le gazole et le fuel sont classés H411 (toxique pour les organismes aquatiques),
- de référencer l'état des stocks dans le POI,
- de mettre sur rétention les émulseurs stockés en GRV en extérieur (voir fiche de constat correspondante).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. Arrêté préfectoral du 24/03/99, article 6.8 Vérifications périodiques L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie fera l'objet de vérifications annuelles par un organisme agréé. Les différents stockages d'émulseurs de l'établissement feront l'objet d'une analyse de contrôle de leur qualité après tout incident susceptible de les altérer (incident sur les stockages, fausse manœuvre, transvasement, etc...) et au moins une fois par an. Ces analyses seront complétées tous les trois ans par un essai conforme aux normes françaises NF S 60-220 ou NF S 60-225 selon le type d'émulseur, sur feu réel du produit auquel ils sont affectés, essai représentatif de leur capacité d'extinction.
Constats : Les équipements suivants font l'objet d'une vérification annuelle par une société extérieure spécialisée : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs (SICLI),- groupe motopompes,- contrôles électriques (société DEKRA Q18, Q19) Des contrôles annuels sont réalisés sur les stockages d'émulseurs par roulement compte tenu de la présence sur site de 2 cuves d'émulseur de 10 m3 et 20 m3 et de 17 IBC de 1 m3. Ainsi, les derniers contrôles réalisés par la société Vanrullen-uniser le 16/12/2021 (rapports remis le 06/01/2022) concernent 2 IBC de 1 m3. Les émulseurs des 2 cuves enterrées de 10 et 20 m3 n'ont pas été contrôlés en 2021, ce qui constitue une non-conformité à l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1999. Les contrôles des émulseurs sur ces 2 cuves ont été réalisés en 2019 et 2020. Les 17 IBC de 1 m3 ne sont pas enterrées et stockées en extérieur. La stratégie de défense contre l'incendie prévoit un recours prioritaire à l'émulseur stocké dans les cuves enterrées (à l'exception du poste de chargement camions). La prescription relative aux essais conformes aux normes françaises sur feu réel n'est pas connue ni mise en œuvre par l'exploitant.
Observations : Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- de satisfaire aux exigences de l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1999 concernant la périodicité du contrôle des émulseurs,- le cas échéant, de solliciter une demande argumentée de modification de cette prescription au regard des référentiels en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38 et 39
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Article 38 : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Article 39 : Dans une distance de 20 mètres des parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou des équipements et appareils visés à l'article précédent, l'exploitant recense les équipements et matériels susceptibles, en cas d'explosion ou d'incendie les impactant, de présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ce recensement est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le recensement prescrit à l'article 38 est réalisé dans l'étude de dangers et dans le POI. Le recensement prescrit à l'article 39 n'est pas formellement réalisé. Selon l'exploitant, aucun équipements ou matériels susceptibles de présenter des dangers en cas d'explosion ou d'incendie sur des parties ou équipements recensés conformément à l'article 38 ne sont situés à moins de 20 mètres de ces parties.
Observations : Il conviendra que l'exploitant formalise ce recensement et prenne ses dispositions pour le tenir à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36, 43-1 à 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Stratégie de lutte contre l'incendie. Moyens en équipements et en personnel. Délais d'intervention. Moyens en eau, émulseurs et taux d'application.
Constats : La stratégie de lutte contre l'incendie a fait l'objet d'une visite d'inspection le 2 juillet 2020. Deux non-conformités avaient été relevées : <ul style="list-style-type: none">- mauvais taux d'application retenu pour les feux de bacs- absence de détection incendie qui déclencherait le refroidissement des installations voisines en cas de feu de bac (une telle détection est bien mise en place en cas de feu de cuvette) Une observation avait été formulée pour demander la révision du POI de novembre 2018 (évaluation de la quantité d'eau, accessibilité de l'émulseur en cas de feu de nappe au poste de chargement n°1, vérification de la cohérence des données concernant le volume d'émulseur, préciser si la coupure du canon n°2 est réalisée à distance). L'exploitant a répondu à l'ensemble des demandes et mis à jour son POI (dernière version révision 4 de décembre 2021) par courrier du 6 octobre 2020. Concernant l'absence de détection d'incendie déclenchant le refroidissement des installations voisines en cas de feu de bac, l'exploitant indique que la détection incendie en place dans les cuvettes de rétention répond à la prescription. Ce point est en cours d'examen par l'inspection.
Observations : L'inspection fera part à l'exploitant des suites données concernant la mise en œuvre de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (détection incendie en cas de feu de bac avec déclenchement automatique du refroidissement des installations voisines).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 3 – 9
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Derniers contrôles des groupes motopompes par la société MUTHEC réalisés le 31 août 2021 (contrôles annuels). Le rapport fait état d'une remarque concernant le contrôle de la crépine d'aspiration à prévoir. L'exploitant indique que ce point est en cours d'étude. Contrôles des émulseurs par roulement (cuves de 20 et 10 m3 contrôlées 2 fois tous les 3 ans). Des exercices sont régulièrement réalisés (en dehors de la période de gel hivernale). Les compte rendus sont conservés dans un registre (classeur papier).
Observations : L'exploitant fera part des suites données à la remarque formulée lors du contrôle du groupe motopompe du 31 août 2021 (contrôle de la crépine d'aspiration). L'exploitant vérifiera les bonnes pratiques concernant la périodicité du contrôle des émulseurs et sollicitera, en cas de besoin, une actualisation des prescriptions de l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 24/03/1999 qui prescrit un contrôle annuel pour chaque stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et en particulier dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- d'un système d'alarme interne ;- d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours ;- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un état des stocks de liquides inflammables tel que défini à l'article 30 du présent arrêté ;- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution. Arrêté préfectoral du 24/03/99, article 6.4 - Matériel de lutte contre un début d'incendie L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : <ul style="list-style-type: none">-d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m2 couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...),-d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,-d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et maintenus parfaitement accessibles.
Constats : Le dépôt est équipé d'un parc d'extincteurs adaptés aux feux d'hydrocarbures ou électriques : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs à poudre de 9 kg ;- extincteur à poudre de 6 kg ;- extincteurs CO2 de 2 kg ;- extincteur à poudre de 50 kg sur roues. Ces équipements sont vérifiés une fois par an par une société extérieure. Des absorbants (sépiolite) en sacs de 15 kg (une dizaine de sacs) sont disponibles dans le local "mousse", à l'abri des intempéries. L'exploitant indique que l'absorbant serait utilisé en cas de petite fuite sur une voie de circulation du dépôt mais que l'eau serait plutôt utilisée pour rincer un petit épandage dans la mesure où l'effluent serait dirigé vers le séparateur à hydrocarbure. Une borne "pompiers" est en service au poste de garde. Un système d'alarme interne reportée au poste de garde sonore et visuel est en place. Le plan des locaux et installations est accessible dans le POI. L'état des stocks est réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 7
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles 43-2,43-3 et 43-4 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010, l'exploitant dispose de ressources et réserve en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens. Ces ressources complémentaires peuvent provenir en tout ou partie de moyens mobilisables en temps utile par l'application de protocoles d'aide mutuelle ou des conventions. Les protocoles d'aide mutuelle ou convention sont établies dans les conditions du I. de l'article 43-3-1. Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article 43-1, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les ressources et réserves en eau et en émulseurs sont très supérieurs aux besoins évalués. L'étang voisin, équipé d'une colonne sèche et propriété de l'exploitant, a un volume estimé de 30 000 m3 (pour un besoin de 1300 m3 pour le scénario majorant). Les citernes de 10 et 20 m3 suffiraient également pour le scénario majorant). Or, le site dispose de 17 GRV de 1000 l.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1999, article 4 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Réseaux de collecte et points de rejet Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type séparatif : <ul style="list-style-type: none">- réseau de collecte des eaux sanitaires canalisant celles-ci vers le réseau d'égout public ou vers un terrain d'épandage après passage préalable dans une fosse septique correctement dimensionnée, conforme aux prescriptions de l'assainissement autonome,- réseau de collecte des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, telles les eaux de toiture des bâtiments et abris, canalisant celles-ci vers le ruisseau drainant les marais avant de se jeter dans la rivière La Deisse,- réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles d'être polluées, parmi lesquelles :<ul style="list-style-type: none">. eaux pluviales des aires de chargement ou de dépotage. vidange des cuvettes de rétention. eaux de drainage des cuvettes. eaux d'incendie (exercice ou sinistre). eaux de lavage des solscanalisant celles-ci vers le ruisseau drainant les marais avant de se jeter dans la rivière La Deisse. L'exploitant établira sous sa responsabilité les plans des réseaux de collecte et de rejet justifiant du respect de ces prescriptions, et les transmettra à l'inspecteur des installations classées. Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.
Constats : Le réseau est de type séparatif. Les eaux sanitaires sont traitées dans une microstation. Le réseau d'eaux pluviales alimente le ruisseau "La Deysse" en aval du dépôt après avoir transité par un bassin de contrôle équipé d'un détecteur de présence d'hydrocarbures. Sur ce réseau se raccordent, à l'intérieur des limites du dépôt : <ul style="list-style-type: none">- d'une part les grilles de collecte des eaux pluviales drainées par les surfaces imperméabilisées du site (aires de stationnement, voies de circulation goudronnées) ainsi que les eaux de toiture ;- l'exutoire du séparateur hydrocarbure n° 1 (collecte des eaux des 2 cuvettes de rétention, vannes maintenues fermées sauf pour vidange des rétentions en cas de pluie) ;- l'exutoire du séparateur hydrocarbure n° 2 (collecte des eaux des 2 postes de chargement et de la pomperie, muni d'un flotteur densimétrique commandant un obturateur en cas d'afflux important d'hydrocarbures). Les eaux des zones couvertes par les postes de chargement camions sont reliées à un séparateur à hydrocarbures avant de rejoindre le réseau d'eau
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions figurant aux alinéas de l'article 43-1 de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent. Les volumes nécessaires de confinement sont déterminés au vu de l'étude de dangers. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces volumes sont actionnables en toute circonstance. Article 43-1° de l'arrêté du 2 février 1998 : Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Conformément à l'étude des dangers, le réseau séparatif qui collecte tous les écoulements de surface sur le site (eaux pluviales en fonctionnement normal, hydrocarbures et eaux d'extinction d'incendie en situation accidentelle) est relié à un bassin de confinement. Une arrivée accidentelle d'hydrocarbures dans ce bassin serait détectée par un détecteur délivrant une alarme en salle de contrôle. La consigne C/007 "conduite à tenir en cas de détection de produit dans le bassin" liste les actions à réaliser, notamment isoler le bassin par la fermeture manuelle de la vanne de trop plein. Ce dispositif de rétention présente une capacité de confinement de 222 m ³ , comprenant la capacité de rétention du bassin (65 m ³) et la capacité du réseau amont (157 m ³). A noter, concernant les eaux d'extinction d'incendie, que les taux d'application de solution moussante retenus sur le dépôt pour les phases de temporisation et d'extinction (respectivement 1,5 et 3 l/m ² .min) sont inférieurs à la vitesse de combustion des hydrocarbures (0,055 kg/m ² .s soit 3,3 kg/m ² .mn). Le volume ajouté par les eaux d'extinction utilisant des émulseurs n'est donc pas supérieur au volume d'hydrocarbures détruit par l'incendie. Le risque de débordement lors d'un incendie est donc faible. Sur le dépôt, l'utilisation exclusive de mousse, dans la cuvette siège du sinistre, permet d'éviter le risque de débordement. Le bassin a donc vocation à ne retenir que les eaux d'extinction d'un incendie survenant en dehors des cuvettes. Les décanteurs et séparateurs à hydrocarbures sont nettoyés et vidangés à minima 2 fois par an (derniers BSDD des 29/06 et 16/12 2021).
Observations : L'exploitant fera part à l'inspection des modalités de calcul du volume du bassin de confinement des eaux, non étayées dans l'étude de danger (application du guide technique D9A du CNPP?).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de collecter des liquides inflammables en cas de sinistre disposent d'un organe de sectionnement situé avant le point de rejet au milieu naturel. Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none">- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;- permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. A la sortie de l'installation de traitement et avant rejet au milieu naturel des effluents liquides, l'exploitant prévoit un point de prélèvement d'échantillons et des points permettant la mesure de la température et la concentration en polluant. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.
Constats : Une vanne manuelle est située après le bassin de confinement, avant rejet au milieu naturel. Le bassin est situé à l'extérieur de l'emprise du site, derrière les bureaux. Il est équipé d'un détecteur à hydrocarbures (avec report d'alarme au poste de contrôle). La vanne est manœuvrée chaque jour (fiches de contrôles journaliers). Un point de prélèvement est aménagé. Des analyses sont réalisées deux fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement des effluents liquides permettent de respecter les valeurs limites imposées au point 54-2 du présent arrêté. Les installations de traitement ou de pré-traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (notamment le débit, la température et la composition). En particulier, les décanteurs et débourbeurs, s'ils existent, sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées au présent article, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire une éventuelle pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin le rejet.
Constats : Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel sont respectées pour les paramètres surveillés. L'exploitant ne surveille toutefois pas tous les paramètres cités à l'article 54-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (absence de suivi de la DBO5, du zinc, du benzène, du toluène et des xylènes).
Observations : Intégrer tous les paramètres de l'article 54-2 de l'arrêté ministériel du 3/10/2010 à la surveillance des eaux rejetées à la Deisse (en respectant le code SANDRE mentionné). Transmettre un programme de surveillance conformément à l'article 54-6 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les emplacements autres que les rétentions (par exemple stations de pompage, manifolds, prises d'échantillon ou postes de répartition), où un écoulement accidentel de liquide inflammable peut se produire, comportent un sol étanche permettant de canaliser les fuites et les égouttures vers des rétentions spécifiques. Cette disposition n'est pas applicable aux installations dédiées aux liquides inflammables non dangereux pour l'environnement.
Constats : Les postes de chargements camions sont reliés à un séparateur à hydrocarbures qui s'obture automatiquement au-delà de 14 m3 d'hydrocarbures. Aucun chargement n'est possible en dehors des période d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19 - 2
Thème(s) : Risques accidentels, coup de poing incendie
Prescription contrôlée : Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables. Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.
Constats : Il est constaté que les émulseurs stockés en GRV (grands récipients vrac) de 1000 l en extérieur ne sont pas sur rétention ce qui constitue une non-conformité au regard de l'article 19-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2020.
Observations : Mettre sur rétentions les émulseurs stockés en GRV.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet